

## Communiqué du Parti UNIR

L'Union pour la République (UNIR), parti de masse, engagé dans la consolidation de la réconciliation nationale, du progrès économique et social et de la démocratie au Togo, a pris connaissance avec un grand étonnement des termes du communiqué rendu public ce jour, 14 février 2013, par le Parti socialiste français, sur les récents incendies qui ont affecté notre pays, le Togo, et sur le dialogue politique.

Faut-il le rappeler ?

Deux des principaux marchés du pays ont été la proie des flammes plaçant des milliers de togolais dans la tristesse, la désolation et le dénuement ; .Des enquêtes conduites selon les règles strictes du Code pénal et du Code de procédure pénale sont en cours. Elles sont menées dans le respect des droits de la défense et des droits de l'homme.

Dans ces conditions on pouvait s'attendre à ce qu'un grand parti comme le Parti Socialiste français exprime sa compassion aux victimes et au peuple togolais tout entier et son soutien à la justice togolaise.

Au lieu de cela le Ps français -ou du moins deux de ses membres -a pris sur lui de s'immiscer dans des affaires judiciaires en cours d'instruction au Togo, à travers des prises de positions hasardeuses qui ne peuvent s'expliquer que par la méconnaissance totale des réalités togolaises.

Cette intrusion regrettable dans le déroulement de la procédure judiciaire engagée suite à la vague des incendies criminels enregistrés par le Togo révèle une méconnaissance totale, des premiers éléments recueillis par les enquêteurs, après plusieurs semaines d'investigation.

Il est en effet inadmissible que le Parti socialiste français évoque « des arrestations arbitraires » et parle de « démocratie bafouée » alors que toutes les procédures prévues par les textes en vigueur ont été respectées aussi bien lors de l'interpellation et de la garde-à-vue, qu'à l'occasion de l'inculpation des personnes mises en cause. Toutes les personnes détenues ont en outre reçu la visite des organisations de défense des droits de l'homme, notamment le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH). Il faut surtout souligner que c'est en présence des représentants des partis politiques affiliés au Collectif Sauvons le Togo et de leurs avocats que des cocktails Molotov ont été découverts au lendemain des incendies, au siège de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) au cours d'une perquisition sans qu'à ce jour aucune explication n'ait été fournie aux enquêteurs, ni la moindre sollicitude exprimée aux victimes.

Le Bureau exécutif de UNIR saisit par ailleurs l'occasion pour convier le Parti socialiste français à procéder à une lecture plus objective de l'origine des difficultés rencontrées par le dialogue politique au Togo.

Le PS français se trompe dangereusement de cible quand il « appelle les autorités togolaises à permettre la relance d'un dialogue politique sincère et inclusif », alors qu'il est connu de tous les observateurs avisés de la vie politique togolaise, que les difficultés qui ont émaillé le processus de dialogue, sont le fait de formations politiques dites radicales qui, par pure tactique politicienne et au péril de l'intérêt national, ont opté pour la violence, en lieu et place d'un dialogue serein et constructif. En témoigne la dernière session du dialogue du 16 novembre 2012, au cours de laquelle, les représentants du collectif Sauvons le Togo, se sont illustrés négativement, en quittant la salle dès l'ouverture des travaux, non sans avoir lu des déclarations préparées à l'avance.

UNIR encourage les autorités judiciaires à poursuivre dans la sérénité les investigations afin de faire toute la lumière sur la vague des incendies criminels qui ont été perpétrés en début d'année contre les grands marchés du Togo.

Notre mouvement réaffirme son attachement aux valeurs démocratiques et au dialogue. Il encourage le Chef de l'Etat et le gouvernement à poursuivre dans la sérénité la préparation des élections législatives qu'il souhaite équitables et transparentes.

Il se félicite de la participation du Togo à l'effort de paix dans la région et dans le monde et se réjouit que le Togo ait été le premier Etat africain à avoir répondu à l'appel adressé par le président Hollande aux forces armées africaines pour combattre le terrorisme et l'intolérance au Mali.

Terrorisme et intolérance qui ne doivent être encouragés dans aucun Etat et qui doivent rester étrangers au débat politique togolais..

Fait à Lomé le 14 février 2013

Le vice-président d'UNIR